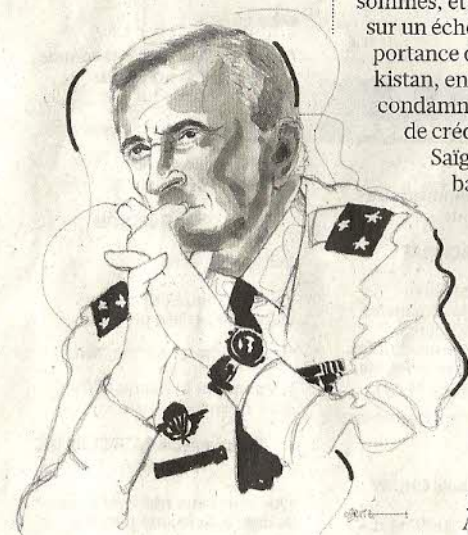


Afghanistan : nous ne devons pas perdre

Vincent Desportes

Le général, qui dirige le Collège interarmées de défense (CID), montre l'importance, pour les alliés, de s'impliquer davantage dans ce conflit.



Plus de vingt soldats de la Coalition tués au combat, un hélicoptère abattu, l'isolement renforcé du président Karzaï avec les démissions du ministre de l'Intérieur et du chef des services secrets, une audacieuse attaque contre un convoi à Islamabad... Les dix soldats de l'Otan tués, dont un sergent français, le 7 juin dernier ont encore assombri le paysage. Faut-il pour autant céder au découragement ? Certes non. Les forces de la Coalition, mais davantage encore les armées occidentales, sont engagées dans un combat qu'elles ne doivent pas perdre. La question n'est plus de savoir pourquoi nous y sommes engagés : nous y sommes, et il n'est pas question de partir sur un échec. D'abord en raison de l'importance de cette zone Afghanistan-Pakistan, ensuite parce que nous sommes condamnés à la réussite. C'est une affaire de crédibilité : une débâcle - de type Saïgon 1975 - serait une nouvelle bataille de Lépante. À l'envers.

D'ailleurs, n'en doutons pas : nos efforts portent leurs fruits, même s'ils les portent lentement (c'est inévitable), même si la multiplication volontaire des engagements se traduit inéluctablement, pour un temps, par un accroissement des pertes.

Nous devons cependant nous poser les vraies questions. À partir de deux constats. Le

premier : la plus formidable coalition militaire de tous les temps, représentant deux tiers des PIB mondiaux et cumulant deux tiers des budgets de défense, peine à régler un conflit mené contre quelques milliers de talibans. Le deuxième : si l'on additionne les dépenses directement liées à l'opération et les frais de structure correspondants, le montant annuel investi dans ce conflit est de l'ordre de 170 milliards d'euros. Ainsi, rapporté aux 28 millions d'Afghans, l'investissement par tête est du même ordre que celui de l'État français pour chaque citoyen, 348 milliards pour 66 millions ! Autant dire que le problème n'est pas d'investir davantage, mais d'investir mieux.

Nous allons déjà dans cette direction. Depuis l'été 2009 et le lancement de la doctrine McChrystal, beaucoup d'intelligence a été développée sur le théâtre d'opérations. Pour tous désormais, il est clair que la vraie bataille est celle des perceptions et que la dimension politique est essentielle. Malgré la terrible complexité sociale de ce pays et la difficulté de transformer au niveau stratégique les succès tactiques, l'action décentralisée des petits échelons est conduite avec beaucoup de savoir-faire. Les doctrines s'adaptent à la réalité. Ayant tiré les leçons des succès très relatifs de la phase II de l'opération « Mushtarak » en février pour la reconquête de Marjah, les Américains ont replanifié la phase III, la rebaptisant « Hamra-ki » (« coopération » en langue locale) : Kandahar ne sera pas un nouveau Faloudja.

Il s'agit d'inverser les facteurs et de faire précéder l'éventuelle opération en force par le développement des services à la population, avec un *civilian surge* et le renforcement des équipes de reconstruction dans six quartiers sensibles. Bref, de plus en plus, on pense et on agit « autrement », dans une optique proche de la remarquable « stratégie intégrale » mise en œuvre par le gouvernement colombien.

Rien n'est encore perdu et nous ne devons pas perdre. Mais le succès, inévitablement, va demander du temps... et du nombre. « *Mass matters* », disent les Anglo-Saxons : le nombre compte. En dessous d'un certain ratio de forces de sécurité déployées par rapport au volume de la population, l'histoire indique que les perspectives de réussite sont dérisoires. Or

« **Le montant annuel investi dans ce conflit (170 milliards d'euros), rapporté aux 28 millions d'Afghans, est, par tête, du même ordre que celui de l'État français pour chaque citoyen** » »

nous sommes encore très loin de ce ratio, même si les États-Unis font pour leur part un effort considérable.

Sachons ce que nous voulons. Soit l'issue importe peu : mieux vaut alors partir vite. Soit ce combat est important, et il faut s'y engager vraiment. D'abord par le verbe : expliquer au peuple de France, assez mûr pour le comprendre, que nous sommes « en guerre », que se joue là-bas notre « bataille de l'avant » pour la protection de

nos modes de vie, que nous devons donc consentir les sacrifices nécessaires. Sinon nous perdrons, chez nous, la bataille des perceptions et nous nous retirerons comme les Canadiens et les Néerlandais. Ensuite, par les moyens. Si nous voulons peser à la hauteur de ce qu'est la France, nous devons renforcer considérablement notre engagement, ne plus nous contenter de nos succès réels mais de niveau tactique, chercher à influencer au niveau stratégique. Les petits actionnaires se font toujours mal entendre !

Il est également essentiel de saisir que le volume de nos armées est déjà tombé si bas que le réduire encore nous interdirait toute réelle capacité d'action et d'influence dans les combats à venir. Continuer à baisser la garde est une démarche d'aveu-

gle quand les Européens sont les seuls à le faire, victimes de la fausse impression de sécurité conférée par l'idée européenne. Il faut sans relâche faire acte de pédagogie, répéter sans cesse que nos efforts sont vitaux, qu'ils peuvent être couronnés de succès, mais que cela implique, inexorablement, « de l'argent, des forces et du temps ». Du temps long, ce dont nos impatientes démocraties disposent, hélas, de moins en moins.